

A propos du dispositif de contrôle et d'accompagnement des demandeurs d'emploi.

Chers amis,

Votre action montre qu'aujourd'hui encore, par rapport aux mesures prises par le Gouvernement en ce qui concerne le dispositif de contrôle et d'accompagnement des demandeurs d'emplois, des inquiétudes persistent chez certains travailleurs sans emploi. Je les comprends : les arrêtés d'exécutions ne sont pas encore adoptés, les partenaires sociaux membres du comité de gestion de l'ONEM n'ont pas terminé leur travail, les Régions doivent encore renforcer leurs dispositifs d'accompagnement. Ces incertitudes suscitent des questionnements bien légitimes. Pour ce qui concerne le PS, je veux vous préciser ce qui suit.

Nous savons tous qu'il est des endroits où, malheureusement, les offres d'emploi se comptent sur les doigts de la main. C'est pourquoi le PS n'acceptera jamais que l'on exclue des hommes et des femmes du chômage simplement parce qu'ils ne trouveraient pas d'emploi.

Vous le savez, à aucun moment ni les textes ni les déclarations politiques n'envisagent ce cas de figure. Dire le contraire et annoncer que des chômeurs risquent d'être exclus du droit à l'allocation parce qu'ils ne trouvent pas d'emploi n'est pas correcte. C'est alarmer les demandeurs d'emplois et créer un sentiment de panique qui ne correspond en rien ni à la réalité du projet ni à la volonté politique.

Pour le dire encore autrement, le droit aux allocations de chômage n'est pas limité dans le temps pour peu que l'on cherche un emploi convenable. Mais je le répète, il n'y a pas la moindre obligation de résultat.

Ce droit à l'allocation pour une durée indéterminée est désormais élargi à tous les demandeurs d'emploi, y compris les cohabitants qui en était privés puisque l'article 80 les excluait du chômage.

Certes, il faut sanctionner les abus. Il en va de la crédibilité de notre système de sécurité sociale. Mais ce qui n'est pas acceptable, c'est de stigmatiser le chômeur, comme s'il était responsable de la situation du marché de l'emploi.

Les ministres socialistes francophones ont obtenu que l'on ait une démarche positive vis-à-vis des travailleurs sans emploi, qu'on les aide plutôt que de les mettre en accusation. C'est pour cela que nous avons proposé et obtenu que, avant toute démarche de contrôle de disponibilité du chômeur, celui-ci se voit offrir, de la part des Régions, un accompagnement adapté à sa situation. Nos ministres régionaux se sont engagés dans ce sens à mettre sur pied un plan ambitieux.

Nous ferons respecter cette garantie, je m'y engage.

Et nous restons vigilants comme le sont les syndicats présents au comité de gestion de l'ONEM quant aux formalités qui seront demandées au chômeur pour démontrer son implication dans la recherche d'un emploi.

Le travail de définition du contrat qui doit être passé entre l'ONEM et le demandeur d'emploi si le premier contact s'est révélé insatisfaisant est actuellement en cours, vous le savez. Ce sont d'ailleurs les socialistes qui ont obtenu qu'il y ait cette contractualisation reprenant précisément ce que l'ONEM attendra du demandeur d'emploi et qui supprime ainsi le trop grand pouvoir d'interprétation qui aurait été laissé aux bureaux régionaux de l'ONEM. Nous avons également exigé et obtenu que le chômeur dispose d'un délai de réflexion de 15 jours avant de signer ce contrat et qu'il puisse se faire accompagner d'une personne de son choix lors de ce contact à l'ONEM. Dans ce contrat, il n'est pas question pour nous d'imposer des tracasseries administratives sans rapport avec les réalités de terrain.

Ce contrat doit de toute façon encore être examiné par le comité de gestion de l'ONEM et donc par les partenaires sociaux.

Pour le PS, le plus grand défi, aujourd'hui, c'est de démultiplier les activités, les initiatives, les projets pour créer plus d'emplois de qualité. Parce qu'avoir un emploi stable, un travail épanouissant, c'est le meilleur moyen de garantir son avenir et celui de sa famille.

Pour cela, nous devons favoriser, chez nous, la création d'entreprises de toute nature. Nous avons besoin d'entrepreneurs en tous genres, de gens qui osent l'aventure économique. Nous devons aussi améliorer la formation pour permettre à chacun d'accéder aux emplois créés.

Mais personne ne nous fera croire qu'on crée des emplois en faisant la chasse aux chômeurs.

Comme je l'ai dit, Garantir l'avenir de chacun est un combat sans fin. C'est un éternel recommencement, et c'est la notre seul souci.

Elio Di Rupo

PS. Vous trouverez en annexe une note plus complète sur ce thème.